

semblée, et des troupes de peuple arrivaient à chaque instant, tambours battants, et drapeaux déployés.

—Le président lut nombre de déclarations de différents députés élus par plusieurs départements, faisant choix de ceux qu'ils voulaient représenter.

L'adresse du jour fut les interpellations au sujet de l'Italie.

M. Bastide, ministre des affaires étrangères monta à la tribune et lut un document dont le contenu n'a pu être entendu. Il déclara que le gouvernement éprouvait la plus grande sympathie pour l'Italie et que si elle avait besoin d'aide, cette aide ne lui serait pas refusée. L'Italie n'avait pas demandé l'intervention de la France, et par conséquent la France n'avait pas été mise en demeure d'accorder ou refuser cet aide. Le gouvernement français désireait suivre un système de modération ; il ne visait pas à faire des conquêtes, mais à être fort intérieurement par l'organisation du pays. Il tâcherait autant que possible d'éviter la guerre ; mais si le cours des événements l'y forçait, il la ferait avec vigueur. Les traités de 1814 et 1815 ont été détruits pour toujours ; mais la France ne voulait pas pour cela faire la guerre inutilement.

M. Arago pensait que l'honorable ministre n'avait pas parlé assez explicitement sur la question maintenant devant la chambre,

M. Lamartine dit que puisque les questions de la Pologne et de l'Italie étaient amenées le même jour devant la chambre, il demandait la permission de parler sur les deux. Lorsque la question de la Pologne serait discutée, il essaierait de ne laisser aucun doute dans les esprits sur les vues et les intentions du gouvernement sur ces deux sujets.

M. Wolowski monta à la tribune pour parler en faveur de la Pologne, et comme il commençait, un bruit de cris se fit entendre à l'extérieur. Quelques instants après on frappa violemment à la porte ; soudain les portes furent ouvertes et nombre de députés qui étaient dans les couloirs revinrent prendre leurs sièges avec précipitation.

Le Président ; je prie tous les députés de prendre leurs places. Le plus grand ordre est nécessaire.

M. Wolowski voulut continuer, mais tous les députés étaient occupés du bruit qui venait de l'extérieur.

M. Degoussé monta à la tribune. "J'ai à vous annoncer, dit-il, que contrairement au désir du Président, le commandant de la garde nationale a ordonné à ses hommes de ne pas agir et de remettre leurs bayonnettes au fourreau !" Une agitation qu'on ne peut décrire suivit cette information, agitation qui fut encore augmentée par

l'invasion des galeries par le peuple en criant vive la Pologne !

M. Barbès monta à la tribune et essaya de se faire écouter. Plusieurs députés voulurent l'empêcher de parler. Un vieux député à cheveux blancs porta même la main sur M. Barbès qui résista. Les autres députés essayèrent de couvrir sa voix et un bruit assourdissant se fit entendre.

Le président quitta le fauteuil et fut remplacé par un des vice-présidents. Barbès demeura à la tribune et un député se glissa derrière lui et prononça quelques paroles contre Barbès qui furent applaudies.

A cet instant un coup de fusil fut tiré au dehors, le peuple en foule se précipita en triomphe dans la salle. Les cris des galeries augmentèrent et les hommes des galeries se laissèrent glisser le long des piliers pour rejoindre leurs camarades. Barbès était toujours à la tribune, entourée d'une foule en blouses, levant les mains vers lui avec enthousiasme.

Il était impossible d'entendre un mot. La foule devenait de plus en plus nombreuse. Les sièges des députés furent envahis et quelques députés furent frappés en s'opposant à cette invasion.

M. Raspail parut à la tribune, un papier à la main qu'il essaya inutilement de lire. Plusieurs personnes de la foule montèrent à la tribune où elles demeurèrent quelques instants aux cris de vive la république ! vive la Pologne ! peu de députés laissèrent leurs places pendant cette scène qui surpassa le bruit et le tumulte de la mémorable séance du 24 de février.

M. Louis Blanc se leva alors et après bien des efforts parvint à se faire écouter. "Citoyens, dit-il, je vous propose que cette pétition en faveur de la Pologne soit lue devant la chambre (applaudissements). Le peuple est calme dans sa puissance, et cette pétition doit être lue et discutée de suite, afin qu'on ne puisse dire que le peuple en entrant dans cette salle a violé sa propre souveraineté.

M. Raspail lut alors la pétition qui se terminait par les mots vive la Pologne ! qui furent répétés par la foule pendant un temps considérable.

M. Blanqui s'adressa à l'assemblée en faveur de la Pologne. Après avoir parlé de la nécessité d'avoir une manifestation universelle de la France en faveur de la Pologne, il passa aux massacres de Rouen, et demanda que les personnes emprisonnées par suite des troubles de cette ville fussent mis en liberté.

M. Clément Thomas se leva alors et dit : "Je demande la parole." M. Blanqui continuant :—Nous voulons que l'assemblée nationale s'occupe de suite des besoins du peuple (applaudissements.) Le peuple a été trop négligé par le gouverne-

ment provisoire. Il doit y avoir un ministre du travail.

M. Ledru-Rollin monta à la tribune aux milieu des applaudissements. Il fit allusion à la justice de la demande faite en faveur de la Pologne ; il parla de l'admirable bon sens du peuple de Paris ; que ce peuple avait soumis à la chambre ses justes griefs. Mais il en appelait à la justice du peuple ; était-il possible de délibérer au milieu d'un pareil tumulte ? Il pria le peuple de se retirer et de permettre à l'assemblée de s'occuper de ce qu'il y avait à faire (applaudissements.)

Voix.—Qu'elle vote de suite ; la question a été assez débattue. Nous avons éclairé l'assemblée.

Un délégué des clubs et un pompier prirent successivement la parole, recommandant au peuple de se retirer. La tribune fut alors évacuée ; un mouvement fut fait vers la porte, mais il cessa tout-à-coup. Ce flot vivant fut ramené dans l'intérieur par celui du dehors, et la confusion régna de nouveau. Une voix cria, la tribune s'écroule ; mais ce ne fut qu'une fausse alarme.

M. Barbès s'adressa de nouveau à la foule. Les premières paroles qu'il prononça furent : "Une taxe fixe d'un milliard doit être prélevée sur les riches pour faire la guerre en faveur de la Pologne." Ces mots furent reçus avec des applaudissements qu'on ne saurait décrire. Louis Blanc fut alors reconnu et porté sur les épaules dans le fond de la salle aux cris de vive Louis Blanc !

M. Barbès harangua encore la foule et dit que le peuple avait bien mérité de la patrie ; que quiconque ordonnerait de battre le rappel serait un traître et serait traité comme tel. (Tonnerres d'applaudissements.)

Pendant tout ce temps, le président absent quelques instants, était revenu, et agitait inutilement sa clochette.

M. Hubert déteu politique sous le dernier gouvernement cria : "Citoyens, au nom du peuple souverain, je proclame que l'assemblée nationale est dissoute (applaudissements prolongés). L'estrade du président, la tribune, les bancs des députés furent envahis par les blouses. Des drapeaux portant l'inscription "Français secours la Pologne," flottèrent au milieu de la salle. Un tumulte et une confusion indicibles suivirent. Les députés avaient abandonné la salle. La foule fatiguée commença à diminuer. Le chant du départ et les cris de aux armes furent entendus. Des femmes circulaient au milieu de la foule ; les délégués avaient disparus. La garde nationale dans la plus grande agitation criait qu'elle avait été trahie par le général Courtais. La terreur